

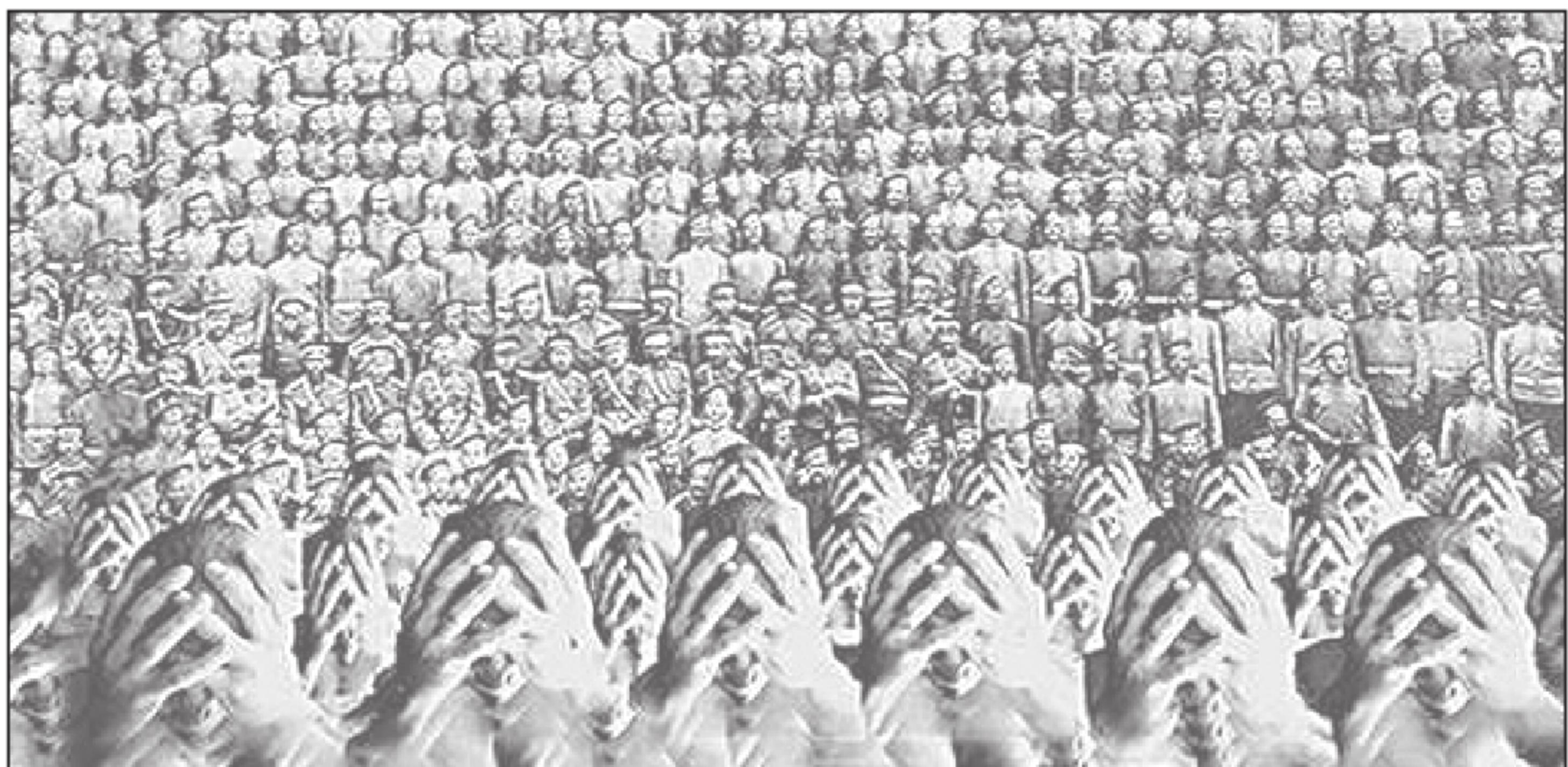


#24 - novembre 2013

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Résister!

GANGRÉNAGE



Bien emmitouflé dans ses certitudes, Guillaume Mazeaud est sorti en cet après-midi frisquet du samedi 16 novembre faire son dur métier, pauvre malheureux mercenaire, contraint de bosser dehors quand il fait mauvais temps pour la bonne raison qu'il est journaliste à l'est républicain, et spécialisé dans tout ce qui touche à la politique.

Et mauvais temps, à Nancy, il y avait le week end du 16 novembre. L'extrême droite était là : au tribunal les nationalistes autonomes lorrains répondaient le vendredi matin, des agressions de gauchistes ou supposés tels dans les rues de Nancy en 2010. Elle était là, la racaille fasciste, vendredi soir terrée dans un hôtel où deux dirigeants d'organisations dissoutes à la suite de l'assassinat de Clément

Prix

Le prix est
librement fixé
par le lecteur.
Le prix de
revient de ce
numéro est de
0,60 €

ENGRAISSAGE

PAGE 2

ENGRAINAGE

PAGE 3

ENGRENAGE

PAGE 6

Méric en juin dernier, étaient venus promouvoir leur nouvelle organisation antisémite.

Et, elle était là, calotte vichyste, samedi après midi à 14h30 pour prier, à genoux comme il se doit, en public place d'Alliance, contre l'IVG. Notre journaliste justement y arrive...

Il va se placer immédiatement à côté des CRS qui protègent les 25 intégristes catholiques, qui prient en latin (c'est mieux, sans ça, ça nous emmerde encore plus), d'une contre manifestation organisée par le Bloc Anti-Fasciste.

Bien à l'aise, il observe de sa position centrale et conclut : à sa droite les fachos (bien vu!), à sa gauche, les gauchos (Ah bon?). Un partout, balle (de flashball) au centre, tout le monde dans le même sac. 25 pétainistes revendiqués (plus 5 pauvres gosses) qui ânonnent des chapelets c'est la même chose que 120 antifascistes qui crient chantent rient et blasphèment avec entrain (notre journaliste n'en a vu que 80).

De sa position centrale et républicaine, G. Mazeaud rejoint mentalement Laurent Hénard et André Rossinot qui renvoient les extrêmes dos à dos.

C'est simple : tout se vaut. Penser et défendre la liberté pour les femmes de disposer de leur corps n'est pas mieux que de penser que les femmes doivent être soumises aux diktats des religieux (hommes) de tous poils.

Faire comme l'a fait un membre du GUD, un salut nazi en arrivant à la prière (notre journaliste a vu lui un salut fasciste) et chanter l'internationale, c'est pareil.

Enfin, non pas tout à fait, selon Rossinot, l'extrême droite, c'est inadmissible et l'extrême gauche « entretient les engrenages », (on dirait du Jean Claude Vandamme).

Faisons crédit à notre plombeur d'être plus bête que méchant. Pour lui la politique c'est dans les urnes et pas dans la rue. Pour lui, il y a un grand cercle républicain qui va de

Mélenchon à Copé, représentatif et raisonnable, puisque sanctifié par les urnes.

Dans ce cercle douillet tout est autorisé, à condition d'être propre sur soi, de considérer l'économie de marché comme un horizon indépassable, de confondre ordre et justice dans une morale convenue et élastique, et de considérer la police comme le garant du tout.

Dès qu'on est entré dans ce cercle tout devient possible. Copé peut y vendre ses petits pains, Stéphane Hablot maire socialiste de Vandoeuvre peut se lâcher sur les Roms, Sarkozy peut dire que l'homme noir n'est pas entré dans l'histoire, les chômeurs peuvent chômer et les Kosovars dormir sous les ponts.

Il suffit ensuite de glisser du cercle des républicains au cercle des humanistes, et le tour est joué. Toute critique est alors extrémiste. Comptant 80 gauchos et 30 fachos, Guillaume Mazeaud se réjouit : ça fait à peine une centaine d'extrémistes pour une ville comme Nancy, c'est pas beaucoup, (on se demande d'ailleurs pourquoi on paye autant de CRS !). Il peut donc retourner à ses passionnantes élections municipales du printemps prochain.

Hablot peut continuer à désigner les étrangers à la vindicte populaire, les bureaucrates et le FN peuvent affûter leurs bulletins de vote. Les affaires peuvent continuer, les profits grossir. Le chômage peut augmenter, les services publics se faire massacrer.

Vive la république !

Ça durera ce que ça durera, et peut-être bien que le jour où, pour continuer à imposer l'austérité, les marchés républicains choisiront l'extrême droite pour mener les violons du bal, notre journaliste dansera en regrettant les flonflons de l'internationale et de l'autogestion.

***En attendant Nancy, Nancy est antifasciste !
No pasaran.***

R

EVASION FISCALE, ÉVASION SOCIALE !

L'évasion "fiscale", on connaît, c'est l'art de contourner le circuit légal, dissimuler, tricher, échapper aux taxations, impôts, profiter des paradis, etc... et surtout enrichir les "actionnaires-investisseurs", au détriment de l'intérêt collectif.

Si cela peut concerner aussi bien les financements "privés", l'argent "public" n'est pas protégé du système pervers. Comment ?

L'exemple le plus quotidien, c'est celui de la Sécurité Sociale, argent issu des cotisations sociales (voir la fiche de paie).

Ainsi, choisir un médecin-spécialisé (maladie, maternité) n'est pas toujours anodin ! En cas de simple consultation-de-ville, l'assuré(e) risque, au plus, un "dépassement d'honoraires"; sa mutuelle (mutualiste ou assurantielle, question de choix, là aussi) lui compensera, s'il peut s'en payer une.

Là où ça se corse, c'est en cas d'hospitalisation, d'un accouchement... Car, si le "spécialiste" exerce dans une de ces cliniques rachetées par des investisseurs (genre: "fonds de pension", américain ou autres), comme c'est le cas de trois cliniques du Plateau-de-Haye (Gentilly, Majorelle, St Don, par exemple, sont propriété de "Vitalia"), il faut bien leur servir leur part du gâteau !!!

Là, les remboursements de la Sécurité Sociale ne suivent plus exactement le "circuit" social de l'hôpital "public" classique : soins, utilisation d'appareils sophistiqués, salaires des personnels,etc.... D'autres "acteurs" entrent dans la "distribution du fric" de la Sécu' !

Vous les avez déjà oubliés ? Les "actionnaires-investisseurs" ! (argent "privé", banques, entreprises, etc....). Là aussi, "ils" veulent du retour sur investissement. Et voilà!!! Comment "votre argent-de-la-Sécurité Sociale", parce que c'est "le vôtre", s'échappe dans le "circuit capitaliste", décrit en début d'article; assimilable "à de l'évasion"... pas fiscale, mais "sociale" celle-là !



Le "pompon", c'est de se retrouver, contre son gré, en structure "privée", au lieu de l'hôpital PUBLIC, conforme à son opinion ! Ainsi, dès l'entrée de la ville, toute la signalétique routière vous dirige vers Gentilly (privé) service "chirurgie de la main". Ces pathologies anciennement soignée à l'hôpital public Jeanne d'Arc à Dommartin-lès-Toul, l'est désormais à Emile Gallé-Traumatologie, rue Hermite (public). Au moins LE SAVOIR ! Et vigilance ! C'est l'argent de la solidarité.

Ambre Croizat

R

Semences, ... tout est bon pour les puissants !

A l'instar de celui de l'eau et de celui de l'énergie, le secteur des semences représente des enjeux colossaux pour le devenir de nos sociétés. Pour s'en convaincre il suffit d'observer à quel point les puissants de ce monde s'y intéressent, et ce, depuis longtemps.



Un enjeu environnemental - et donc vital - d'abord si l'on veut bien entendre que la biodiversité est non seulement une condition de qualité de vie mais surtout de notre survie sur cette planète. En effet son appauvrissement fragilise notre alimentation par la réduction des génomes capables de nourrir l'humanité.

Un enjeu technique aussi pour les différents acteurs des filières concernées : les producteurs, confrontés à la nécessité de s'adapter aux nombreux sols et aux différents climats ; les transformateurs artisanaux demandeurs de qualités technologiques particulières, adaptées à leurs fabrications diverses ; et les consommateurs, que nous sommes tous, à la recherche de qualités nutritives et gustatives variées. Alors que les recherches récentes sont essentiellement orientées vers l'adaptation des productions

aux industries agroalimentaires avec pour corollaire la standardisation des produits.

Un enjeu économique, évidemment, moteur de tant de dérives. L'autonomie des producteurs est de plus en plus restreinte, contraints qu'ils sont, pour beaucoup d'espèces cultivées, d'acheter des semences certifiées ou de payer des royalties aux obtenteurs de celles-ci, même lorsqu'ils ressèment des grains issus de leurs propres récoltes. Pendant ce temps, la technologie prenant une importance croissante dans la sélection, un nombre de plus en plus restreint de semenciers se bat pour le partage de juteux profits. Le tout sous couvert de règles sanitaires ou de « droits d'auteurs » revendiqués au nom d'une recherche coûteuse. Au fait, ces braves gens ont-ils payé quelque chose pour avoir utilisé le fruit du travail millénaire des paysans ? ... Evidemment non !

Un enjeu politique bien sûr puisqu'on touche à la fois à l'environnement mais aussi (et surtout ?) au partage des richesses produites par l'être humain à partir des ressources naturelles et, par là même, à l'organisation de la société. Cet enjeu devient même géopolitique dans la mesure où les techniques sophistiquées et les incessantes tentatives de brevetage du vivant concentrent les pouvoirs à l'échelle planétaire, contribuant ainsi au développement d'une détestable « arme alimentaire ».

A la sélection massale, paysanne et millénaire, ont succédé la sélection par lignées, l'hybridation, les OGM, la mutagenèse (aléatoire ou dirigée), ... Cette dernière technique échappant juridiquement à la réglementation européenne sur les OGM tout en présentant les mêmes risques.

La bataille n'est pas finie. Le colza Clearfield (variété obtenue par mutagenèse pour sa résistance à un herbicide) récemment semé dans la région en est l'illustration.

Progrès ou aliénation ?

Chacun a sa rhétorique, mais pour notre part les choses sont claires. Les faits nous montrent qu'il y a plus de volonté de s'arroger pouvoir et profit que de répandre progrès et émancipation dans cette logique infernale.

Et l'Or des Graines dans tout ça ? ... Crée au printemps 2012, notre association amène sa petite pierre à l'édifice de la résistance à cette logique. Les formations proposées, l'information dispensée, les parcelles de conservation mises en place, la création d'un conservatoire de variétés anciennes en sont les premiers actes concrets.

Résister, c'est l'arme des petits que nous sommes et seule la détermination d'un grand nombre peut avoir raison de cette poignée arrogante et irresponsable de puissants.

Jacques Delatte
Association L'Or des Graines
contact@lordesgraines.fr



L'abruti du mois



L'engrenage c'est lui !

Engrenage, engrenage ? Je t'en foutrais moi de l'engrenage !

André Rossinot, constatant la montée de l'extrême droite, la condamne par voie de presse et met l'extrême gauche dans le même sac parce qu'elle « entretient les engrenages »,...

Traduisons : elle manifeste contre les fachos, elle réclame la justice sociale, le droit de circuler, un toit pour tous-tes, la régularisation des sans papiers et d'autres mesures scandaleuses, pour un maire autopropagé humaniste d'une ville humaniste, amie des enfants (label UNICEF), où des enfants dorment sous le pont Kennedy.

Ben voyons, faut pas gêner !

La chasse aux Roms, c'est l'extrême gauche ? Et on l'a entendu tousser notre lauréat quand son ami Hortefeux faisait des blagues racistes ? Et la crise du capitalisme, c'est un coup monté des antifas ? Le débat sur l'identité nationale ? C'est les anarchistes ? Les gens à la rue et le Cac 40 qui est revenu à son niveau d'avant la crise, pendant que le chômage est revenu à son niveau des années 30 c'est une manœuvre des trotskystes ? Hortefeux, Guéant, Valls, Hablot, ils ont leur carte au NPA ?

Comment ? Ce serait juste une petite manip' pour gagner des voix aux prochaines municipales en mettant les socialistes dans l'embarras en les obligeant à choisir, leur camp ?

Ah bon ! Mais c'était pas la peine, ils ont choisi depuis longtemps...

NOUS SOMMES TOUS DES
ENGRENAGES ALLEMANDS

Rouges Roses Bruns...

Beurk !

C'est dans les années 1990 que des journalistes ont commencé à parler de l'émergence des « rouges-bruns ». Il s'agissait alors de citoyens d'Europe centrale et de l'Est qui réalisaient que la fin du « bloc communiste », l'ouverture au « marché » et le retour dans le giron capitaliste ne signifiaient pas seulement l'apparition de nouvelles libertés, mais aussi et surtout la disparition d'un grand nombre de droits sociaux jusque-là garantis (emploi et revenu minimum, logement, santé, éducation). La Chute du Mur était en train de laisser sur le carreau la grande majorité des travailleurs des pays de l'Est. Et comme les journalistes en question détestaient tout autant le rouge que le brun, on avait alors du mal à leur accorder crédit : leur objectif était de célébrer « la fin de l'histoire », la réunification de la planète sous le soleil du capitalisme éternel, et de dénoncer tous les grincheux, conservateurs et passésistes qui ne partageaient pas leur béatitude.

Le phénomène « rouge-brun » était cependant avéré, bien que son expression soit restée marginale. La victoire du capitalisme étant assimilée à celle de l'Occident, son rejet a pris une coloration nationaliste chez certains nostalgiques des « démocraties populaires ». On n'a pas alors seulement dénoncé les profiteurs de la libéralisation, on a également dénoncé la main de l'étranger.

À partir des années 2000, le phénomène « rouge-brun » est également apparu

en Europe de l'Ouest, notamment en Belgique et en France. On a vu et on voit encore des « rouges » basculer du côté obscur, attirés par la laïcité, la sortie de l'euro, la dénonciation des « banksters » ou d'autres thèmes plus ou moins accrocheurs des bruns. Si des militants et groupes progressistes se font abuser par le côté rebelle et « antisystème » de l'extrême droite, c'est évidemment parce que ces derniers font tout pour brouiller les pistes. Mais c'est surtout que lorsque l'internationalisme est perdu de vue, l'horizon descend très bas, très vite. Aux marges de l'extrême droite institutionnelle, des courants néo-fascistes ont remis au goût du jour l'alliance du « national » et du « social », anticipant le tournant de la propagande du Front National, qui est passée du national-libéralisme assumé par Le Pen père au national-antilibéralisme affiché par son héritière. Les nationaux-socialistes relookés qui grouillent autour du FN sans s'y dissoudre, quoique les frontières soient poreuses et qu'on voie nombre de transfuges, ont défendu et continuent de défendre cette

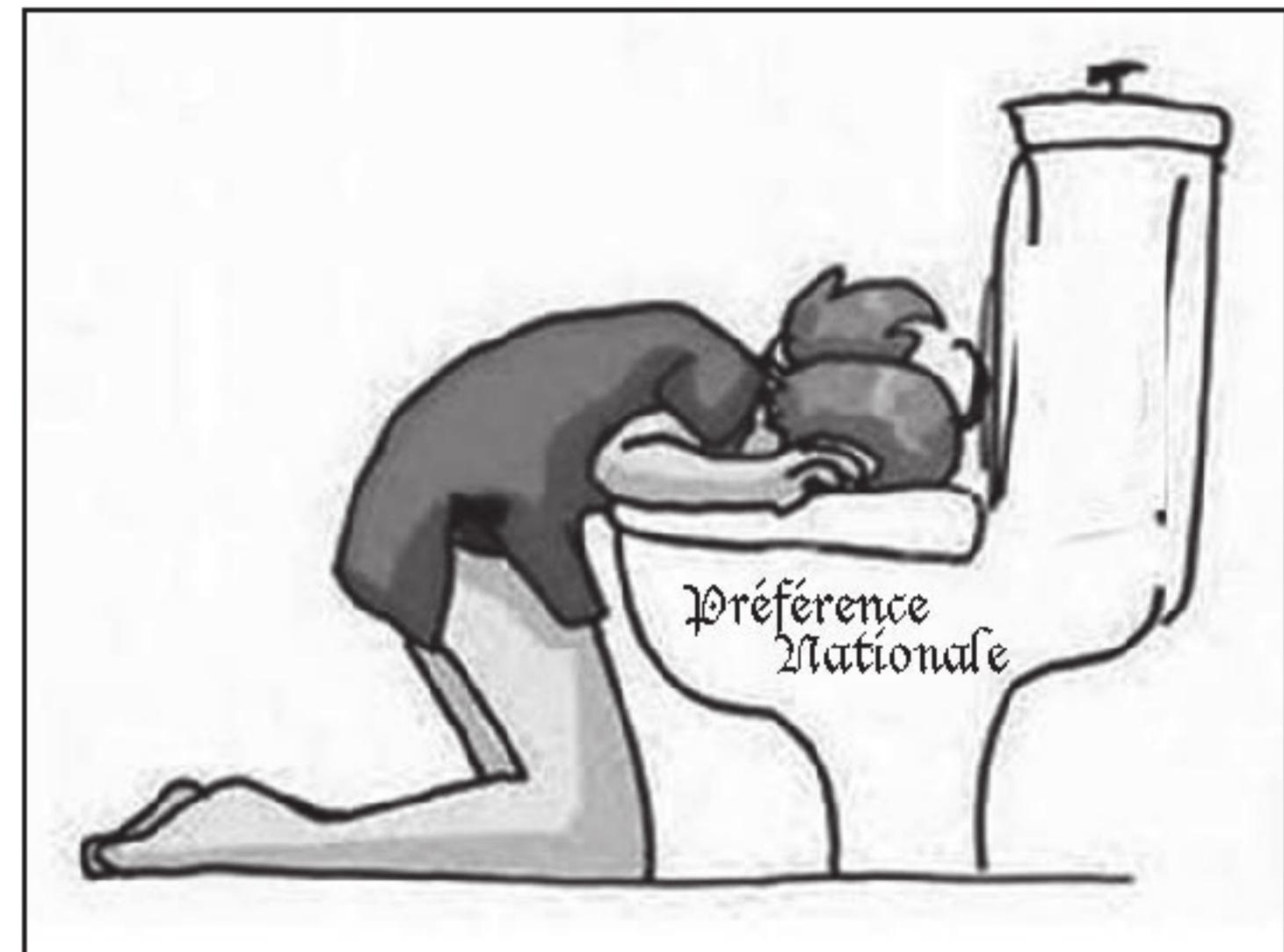
Un pigeon s'est posé
Sur l'épaule galonnée
Du Maréchal de France
Et il a décoré
La statue dressée
D'une gastrique offense
Maréchaux assassins
Sur vos bustes d'airain
Vos poitrines superbes
Vos médailles ne sont
Que fientes de pigeons
De la merde

Un enfant est venu
Aux pieds de la statue
Du Maréchal de France
Une envie naturelle
L'a fait pisser contre elle
Mais en toute innocence
Maréchaux assassins
Le même mine de rien
A joliment vengé
Les enfants et les mères
Que dans vos sales guerres
Vous avez massacrés

Un clodo s'est couché
Une nuit juste aux pieds
Du Maréchal de France
Ivre mort au matin
Il a vomi son vin
Dans une gerbe immense
Maréchaux assassins
Vous ne méritez rien
De mieux pour vos méfaits
Que cet hommage immonde
Pour tout le sang du monde
Par vos sabres versé

Un couple d'amoureux
S'embrasse sous les yeux
Du Maréchal de France
Muet comme un vieux bonze
Il restera de bronze
Raide comme une lance
Maréchaux assassins
L'amour ne vous dit rien
A part bien sûr celui
De la Patrie hélas
Cette idée dégueulasse
Qu'à mon tour je conchie.

Renaud - La Médaille



ligne nationale et sociale dans une veine dure, extra-institutionnelle et « révolutionnaire ». Le groupe des assassins de Clément Méric, d'autres groupes homophobes, antisémites et/ou anti-musulmans passés à l'action au printemps dernier, leurs amis Meyssan, Soral et Dieudonné : tous ces gens-là se réclament de valeurs sociales et, sinon de l'anticapitalisme, du moins de l'anti-impérialisme (contre l'Union européenne, contre les Etats-Unis, contre Israël). Mais ils se réclament surtout de la « patrie ». C'est bien là où le bât blesse, quand des gens de gauche s'aventurent sur le terrain fangeux du nationalisme, ils finissent en leur sale compagnie.

Les « rouges-bruns » sont aujourd'hui marginalisés par une nouvelle mouvance, les « roses-bruns ». Ces derniers constituent le pendant de Le Pen à l'intérieur du Parti socialiste. Quand la chef du FN mélange de l'antilibéralisme à son nationalisme, certains notables socialistes croient bon de saupoudrer leur libéralisme de

nationalisme. On avait déjà pu entendre les sorties débiles de la candidate Royal à la présidentielle de 2007, réclamant de « porter un regard neuf sur les valeurs de la nation » et suggérant que chacun possède un drapeau tricolore chez soi... Autant dire que depuis, les choses ne se sont pas vraiment arrangées. Valls représente peut-être l'extrême droite du parti au pouvoir, il n'est pas isolé. Les dénonciations des Roms ou des sans-papiers comme fauteurs de troubles, posant un « problème », coûtant cher, etc., font des émules. C'est la fuite en avant d'élus qui, non contents d'être membre du parti au pouvoir et par là solidaires de la casse sociale orchestrée par le patronat et le gouvernement, pensent repêcher une partie de l'électorat populaire en encourageant les préjugés les plus crasses. À n'avoir strictement rien à dire, ces gens-

là feraient mieux de la fermer complètement... mais ils veulent garder leurs sièges d'élus. Alors s'en prendre au Rom, l'apatriote du moment, ça passe mieux que de s'en prendre au Juif, l'apatriote d'hier, mais la logique est la même. Et si les roses-bruns ne s'en prennent pas encore à leur co-ministre noire, ils prouvent aux racistes qu'ils sont sur la bonne voie.

Face à ces dérives, il n'y a pas 36 réponses. Déjà vomir pour se soulager après les avoir vus et entendus s'en prendre aux Roms et aux travailleurs sans-papiers. Ensuite relever la tête, conchier la patrie, la Marseillaise et le drapeau tricolore. Enfin défendre coûte que coûte l'internationalisme, la solidarité de classe avec les travailleurs étrangers, et la perspective d'un monde débarrassé du capitalisme et des frontières.

Canipolice...

Notre police municipale nancéenne a de nombreuses cordes à son arc. En particulier, elle va faire de la canipolice.

Nous connaissons tous les canisacs (270 distributeurs de sacs à déjection canines), les canisites (25 toilettes canines), mais pas encore la canipolice.

Pour Magali Delmas-Schaeffer, conseillère municipale déléguée à la propreté de la ville, *l'arrêté municipal pris le 8 septembre 2003 semble clair : « A l'exception des canisites, toute déjection de chien devra être ramassée par son maître ». Sans sanction, il semblerait que cet arrêté s'applique mal. Et elle parle bien Magali : « Pour ce qui est des déjections canines, je persiste à croire que rien ne pourra fonctionner sans auto-responsabilisation des propriétaires d'animaux. L'acte individuel est un préalable nécessaire à la réussite collective. »*

Si ce n'est pas du langage de cuistre cela !

C'est sûr que même si cela est réputé porté bonheur, il n'est guère agréable de marcher dans une crotte de chien.

Cependant, on s'en remet, et la neige et le verglas doivent provoquer plus de chutes annuelles que les déjections canines.

Cependant, « *l'intégration de l'animal dans la ville constituant un enjeu du développement durable* (lequel le râble de lapin ??)... on nous explique qu'il faut à présent passer à la sanction.

Notre canipolice va être chargée d'arpenter les secteurs dits « sensibles » (visiblement, les plus riches en crottes de chien), et certainement de faire des relevés de terrain sur le nombre de crottes, leur localisation... ils pourront faire des cartographies et des statistiques... Les canipoliciers devront circuler sur les secteurs sensibles aux heures où les maîtres promènent Médor, le but étant de prendre l'animal (qui n'y est pour rien le pauvre) et son maître, en flagrant délit...

Les contrevenants s'exposent à une amende de 58 euros (le coût du nettoyage nous dit-on, et bien, qui aurait cru que le métier de ramasseur de crottes de chien puisse être aussi lucratif ??), à 190 euros en cas de pénalités.

Cependant, nous dit Magali Delmas-Schaeffer : « *Les agents, sauf en cas de mauvaise foi, privilégient la médiation. Les récalcitrants n'assimilent souvent même pas leur négligence à de l'incivisme.* »

Et vous savez ce que dit le chien du contrevenant : « *Si tu ne ramasses pas, je recommence dans le salon !* » Il faut croire que les chiens nancéens ont plus de civisme que leur maître... Enfin, pour les canipoliciers,

il n'y a pas de sots métiers, les policiers municipaux ne pensaient peut-être pas qu'ils finiraient par traquer la crotte de chien... tout arrive, il faut bien s'avoir s'adapter à ses nouvelles missions, pour utiliser un terme à la mode... Notons qu'un maire espagnol a trouvé une solution plus amusante... Extraits choisis...

« *Dans la bataille des villes contre les crottes de chien, la mairie de Brunete, à l'ouest de Madrid, a opté pour une solution inédite : celle du retour à l'expéditeur.*

Depuis quelques semaines, pour repérer les maîtres de quadrupède canin qui laissent traîner les crottes sur le trottoir, la mairie de Brunete a engagé une vingtaine de volontaires. Une fois l'incivilité repérée, l'un d'entre eux, l'air de rien, s'approche du propriétaire. Grâce à quelques remarques flatteuses sur l'animal, il se renseigne sur le nom et la race du chien.

De retour à la mairie, il suffit au volontaire de consulter le registre canin de la ville. Reste, ensuite, à emballer le paquet, et à l'expédier au propriétaire. La petite boîte en carton blanche, remise en main propre, porte le sceau de la ville et la mention "objets trouvés". »

Borja Gutierrez Iglesias, le maire de Brunete, a plus d'humour et plus d'imagination que Rossinot !

Pour plus de détails, voir ce lien :
<http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2013/08/07/doggy-bag-un-maire-espagnol-renvoie-les-crottes-de-chien-aux-proprietaires/>

In furore

R

Ce que la lutte...

Tout commence avec un Conseil Général qui, sous le titre ronflant de « la solidarité au cœur de l'action départementale », réduit les moyens qu'il accorde à la Prévention Spécialisée et à la Protection Maternelle et Infantile (PMI) pour les transférer vers ses politiques d'insertion et à destination des personnes âgées et handicapées. De là ce même Conseil Général demande à ses partenaires associatifs qui mettent en œuvre la prévention spécialisée de se débrouiller pour économiser des postes administratifs, comme si une secrétaire n'était qu'une vulgaire gratte papier qui coûte mais ne sert à rien. Chemin faisant, mais à un rythme éfreiné, il incite les deux associations à fusionner en dépit de leurs histoires associatives respectives et de leurs pratiques professionnelles différentes.

Tout commence avec un Conseil Général qui, sous le titre ronflant de "solidarité au cœur de l'action départementale", réduit les moyens de la Prévention Spécialisée et de la Protection Maternelle et Infantile...

Mais un grain de sable vient se mettre au travers de cette belle machine. Ce grain de sable, c'est l'équipe de prévention spécialisée de Vandoeuvre « Vivre dans la Ville ». Dès le début du processus ils sentent le danger. Quelques uns d'entre eux étaient d'ailleurs venus soutenir leurs collègues de la PMI lors du vote de la délibération du Conseil Général. Puis toute l'équipe s'y est mis. Une dizaine de salariés, tous différents, avec leurs convictions propres, leurs personnalités singulières. Tous différents, mais tous unis pour sauvegarder une pratique professionnelle construite durant plus de trente

années. Alors démarre un long mouvement de grève, d'occupation du hall d'entrée du Conseil Général, des temps d'échange avec des salariés, des travailleurs sociaux, des militants, des habitants de Vandoeuvre,... enfin tout un tas de monde qui partageait leur préoccupation. Des beaux moments.

Mais rien y fait. Le Conseil Général fait la sourde oreille. N'entend rien. Fait semblant de se montrer ouvert. Dit étudier toutes les pistes. Mais l'association « Vivre dans la Ville » se retrouve devant un mur, prise en étau entre des salariés qui veulent sauvegarder leur pratique et un financeur qui s'en fout comme de sa première chemise. Les membres du bureau tentent toutefois de trouver un terrain d'entente. En vain. Ils démissionnent du bureau. Tout le monde s'en fout. Il démissionne du conseil d'administration.

Le Conseil Général saisit l'aubaine et nomme un administrateur pour mener à bien son projet de fusion dans la perspective de faire des économies.

A partir de là, une réalité se révèle.

L'association « Jeunes et cité », chargé de reprendre l'équipe de Vandoeuvre, va se déchainer. Elle qui est sensé défendre des valeurs telles que la solidarité va mené à bien une entreprise de destruction. Elle exige de salariés dont l'activité, définie par la loi, est caractérisée entre autres par l'anonymat, de lui fournir des informations nominatives. Le piège est tendu car dans le même temps elle se contrefout des informations, non nominatives celles-ci, que l'équipe est en mesure de lui fournir. Au bout de quatre mois, elle a infligé une sanction à chaque salarié de l'équipe. Elle enchaîne ensuite en indiquant aux trois salariés syndiqués de l'équipe leur changement d'affectation. Puis les licencie, l'un après l'autre.

Huit mois après, l'équipe, qui comptait dix personnes, n'en compte plus que quatre dont seulement trois de l'équipe initiale et son activité est forcément réduite à peau de chagrin. Et la Direction et le bureau de Jeunes et Cité forcent le respect et assument leur responsabilité en tenant leur assemblée générale annuelle dans un lieu tenu secret. Même le Maire divers droite de Laxou s'en offusque. C'est dire.

Côte Conseil Général, on a rien vu, rien entendu et rien dit. Le Président DINET refuse toute rencontre avec le comité de soutien ou les salariés concernés, indiquant qu'il ne peut pas se mêler de décision qui ne relève que de l'association sous peine d'être poursuivi pour gestion de fait. Une telle mauvaise foi pourrait nous faire mourir de rire s'il n'y avait le sort de nos trois camarades licenciés en jeu. Il ne parlait pas de gestion de fait quand il a mis à sac l'association vandopérienne. Quant à son vice-président en charge du dossier, Mathieu KLEIN, il brille par son courage lui aussi.

Aux abonnés absents le gars. Il avait déjà brillé par son courage dernièrement en omettant de dire que les plans de son collège « Nouvelle Génération » pour le Haut-de-Penoy avait intégré la suppression de la SEGPA. En charge du dossier oui. Mais aux abonnés absents.

Mais le ponpon revient sans doute à la Mairie de Vandoeuvre et notamment à son Maire Stéphane HABLOT. Après s'être tu durant de nombreux mois, il a semblé vouloir mouillé sa chemise le Stéphane. Il a même dit en Conseil Municipal que les licenciements étaient innacceptables. Mais ses propos en comité plus restreint laissent apparaître que parmi les trois licenciés, seul un trouve grâce à ses yeux, réduisant les deux autres au statut d'activistes n'ayant



pour seuls buts que de déstabiliser sa majorité municipale, le Conseil Général, le Parti Socialiste et on imagine de faire tomber le Gouvernement et libérer Notre-Dame-des-Landes. Mais il n'est même pas besoin de s'appuyer sur les propos qu'il tient en off pour douter de son soutien aux VdV. Ses propos réitérés dans la presse sur sa préférence pour les nationaux rendent peu crédible, et c'est un euphémisme, son soutien à l'action d'une équipe de prévention soucieuse du vivre ensemble et solidaires dans la diversité.

Alors on risque de m'accuser de donner dans le « tous pourris ». Il faut dire qu'ils y mettent du leur. Mais tout ceci

va bien au-delà. Chacun des acteurs a pris ici sa place pour éliminer purement et simplement des personnes s'opposant à leur volonté. Car licenciés dans ce contexte, la probabilité de retrouver un emploi similaire dans la région pour chacun d'eux est quasi nulle. Et sans travail, le risque est grand pour eux de ne plus pouvoir vivre ici. Alors il s'agit bien d'une élimination. Et le refus de tous les acteurs de communiquer avec les salariés licenciés ou avec leur comité de soutien révèle bien leur déni de l'existence de l'autre.

jencri

R

Trembler, braves gens !

L'autre jour, sans hésiter, au risque de me faire tuer dans un accident de la circulation ou des suites d'un refroidissement de mes artères, je me suis rendu au marché du monde solidaire. Arrivé à l'entrée du conseil général, je fus arrêté net par un vigile qui me demanda de descendre de mon biclou et m' enjoignit de le prendre à la main jusqu'au parking situé cent mètres plus haut dans le parc du château. Je lui demandai la raison de cette consigne étonnante. Il me répondit qu'il y avait des gens sur le chemin et, que, « pour des raisons de sécurité »... Jusqu'alors, je l'avoue humblement, je n'avais jamais pris conscience, du haut de ma selle, à quel point je constituais un danger pour le public. Arrivé à bon port, je constatai que le parking à voitures était plein.

En cette période préélectorale, il n'y a pas une seule réunion dans les quartiers de Nancy dont la sécurité ne soit la vedette, dans les joutes entre citoyen-ne-s et élu-e-s, qui pour en demander toujours plus, qui pour se lancer dans la compétition des promesses. Certains casuistes politiques font la subtile distinction entre l'insécurité et le sentiment que celle-ci induirait, mais, au fond, cela ne change rien, n'est-ce pas ? Ainsi, le thème est inscrit à l'agenda municipal, incontestablement, imperturbablement, imparablement. C'est à qui saura le mieux « protéger » les Nancéien-ne-s, de jour comme de nuit, devant et derrière, dedans comme dehors. Qui augmentera le plus la présence policière, chargée des rondes. Qui ajoutera le mieux, ici et là dans l'espace public, les caméras intrusives qui ne vous lâcheront pas d'une lentille. Qui se réjouira, pour comble, en lâchant des petits cris d'excitation, de l'installation de « zones de sécurité prioritaires ». Le tout dans l'espérance improbable que personne



ne se fasse occire et que rien ne menace le cabas de la vieille dame courbée sous le poids des ans.

Quoi qu'il en soit, la propagande électorale ne précisera jamais pourquoi la lutte sécuritaire est vaine, tant qu'il n'est pas question de s'attaquer aux causes des vols et des violences de toutes sortes : les inégalités, les frustrations libidinales et autres formes de misères humaines. Les mêmes qui se livrent à la compétition sécuritaire n'ont pas conscience ou évacuent intentionnellement les dangers immenses que nous font encourir, dans leur immense déraison, le nucléaire, le dérèglement climatique, la malbouffe et les maladies industrielles, le déséquilibre de la terreur atomique, la finance triomphante – cet adversaire sans nom, sans visage, sans parti (vraiment ?). Sans blague ! La société sécuritaire nous dit : « Ne te penche pas par la fenêtre ! Ne mets pas tes mains dans la bouche ! Ne mange pas à la cantine ! Ne joue pas à touche-pipi avec n'importe

qui ! Rentre avant minuit en te retournant tous les trois pas ! Mieux encore : ne respire plus ! Ne fait pas de projets d'avenir ! N'y vas surtout pas, ne vis pas et ne deviens rien ! Reste calfeutré chez toi en attendant la camarade, devant une télévision qui te dira comment l'égoïsme l'a emporté sur l'humanité, qui te confortera dans ton aquoibonisme, qui t'offrira une version à la fois angoissante des dangers extérieurs, tapis dans l'ombre sombre derrière le mur qui clôture ton jardin, et à la fois

te rassurera et te permettra de tourner assez vite le dos à une réalité dramatique, sauf pour toi, désormais. »

Les caméras se multiplient à Nancy, Ludres ou Essey, sans que le bourgeois ne s'en émeuve et pour rien (la vidéosurveillance conduit juste au déplacement du terrain de jeu de ceux qui se livrent à des turpitudes). Dans le Grand Nancy, les quarante-cinq caméras destinées à surveiller le trafic routier, dès que 20 heures sont passées, se braquent sur les alentours pour débusquer le délinquant incivil, repérer le noctambule qui titube, le conjoint infidèle qui ne trouve plus ses clés, l'amateur de fantaisies exotiques tarifées, le fêtard en retard, le promeneur solitaire dépressif, le chien errant et le va-nu-pieds. À Vandœuvre, la municipalité a préféré installer des caméras de surveillance plutôt que de défendre fièrement son équipe d'éducateurs de prévention spécialisée, au rôle et à l'éthique pourtant impeccables.

Le discours de la sécurité nous permet d'oublier les malheurs du monde et la folie des autres. Et la nôtre aussi.

Piéro

R

A G E N D A

Films à boire
 Tous les deuxièmes lundi du mois.
 Prochaine diffusion
lundi 9 décembre 19 h au Refuge

- Des films à boire -



- Courts métrages . Bar Le refuge - 22 rue des Soeurs Macarons .

Faire barrage au racisme.
Marche prévue le 30 novembre 2013.
A suivre...

A l'appel de Collectifdom - CM 98 - Ligue des Droits de l'Homme - SOS Racisme - MRAP CFDT - CGT - UNSA - FSU - Union syndicale Solidaires UEJF - FIDL - UFAT - UNEF - UNL - R=Respect - EGAM - FNASAT - Banlieues du Monde

RESF du bassin de Pompey organise le parrainage de 4 familles de demandeurs d'asile.
 Le **vendredi 29-11 à 19 h au centre Hartmann, rue du général de Gaulle à Pompey**

Le Comité de Soutien à l'équipe de prévention spécialisée Vivre dans la Ville de Vandoeuvre avec le soutien des syndicats CGT et Solidaires appelle à un rassemblement lundi 25 novembre à 18h45 à la Mairie de Vandoeuvre.

Ce rassemblement aura pour but de permettre au comité de soutien de prendre la parole dans le cadre du Conseil Municipal.

Cercles de silence

Nancy
30/11 à 15 h
place Stanislas

Pont-à-Mousson
14/12 à 10 h 30
place Duroc

RADIO CARAÏB NANCY



RCN, comme de nombreuses autres radios associatives, est en danger.

Concert de soutien.

RésisteR! #25

redaction@crr54.lautre.net

Date limite d'envoi des articles : 15/12/2013 - Comité de rédaction : 16/12/2013 - Date de parution : 20/12/2013

* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy

* Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy

Points de dépôts : * Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

MOTS CROISES par Line C

Horizontalement

- 1 - Forment le caractère - Vedette de cirque.
- 2 - Par correspondance.
- 3 - Marine Le Pen pour les fachos - Ecole de formation de Mussolini.
- 4 - Valls pour Le Pen - Donc pas des nôtres.
- 5 - Instrument de la guerre des étoiles - Est californien - Vieille lettre.
- 6 - Entreprise de Télécommunication allemande - Commune d'Eure et Loir - Devenus clients.
- 7 - Elles tachent la veste - Légion.
- 8 - Trou - Mi-cheval, mi-âne - Organe de collaboration de classe dans le public.
- 9 - Pronom personnel - Détachements.
- 10 - Déjà traître même sans Les Verts - Album d'Higelin - Réseau à l'origine du BIP40 - Continent.
- 11 - Fièvre - Rapidement.
- 12 - Gonfle et saille sous l'effet du plaisir ! - Impôt pré-révolutionnaire.
- 13 - Fille de macho - Quartier de lune.

Verticalement

- A - Dès qu'ils sont plusieurs, brûlés ou non, les radars n'en sont plus.
- B - Mot pour un cri - Circonference d'un cercle de diamètre égal à 1.
- C - Réseau dense et compliqué - Personnel - Paire Madrilène.
- D - Métastase policière - Bonbons suédois.
- E - Absence de conscience - Expression achevée du matérialisme scientifique.
- F - Exaltés par eux-mêmes - Unité de mesure d'un conteneur anglais de 20 pieds.
- G - Lieux - Leurs dictateurs sont choyés par tous les gouvernements.
- H - Une femme chinoise - Faconnante.
- I - Travaillés - Brouille l'écoute... (et ce n'est pas une contrepétrie !)
- J - Petit socle - ça n'arrive pas qu'aux autres !
- K - Matinée - Crée une coalition - Organe de collaboration de classe dans le privé.
- L - Doublée - Les boucs émissaires des fachos Suédois.
- M - Pics d"évolution.
- N - Allonges - Somnifère naturel.

